

3. L'égalité des genres et l'éducation de base des adultes



Education de base des femmes à Khoj, au Pakistan,

Ce document met en évidence le fait que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne s'attaquent pas directement à la question de l'éducation de base et de l'alphabétisation des adultes, bien que ces éléments soient essentiels à la réalisation des Objectifs du Millénaire. Il met en exergue le potentiel d'une éducation de base des adultes appliquant l'égalité des genres à transformer les individus et les groupes qui travaillent sur des questions clés telles que la violence liée au genre et le VIH/SIDA. Le rôle des gouvernements et d'autres institutions clés en matière d'égalité des genres et d'éducation de base des adultes est également étudié. Ce document se conclut par une discussion sur la manière de développer des approches à long terme de l'égalité des genres, de l'éducation de base et de l'alphabétisation des adultes.

L'éducation de base des adultes et les Objectifs du Millénaire pour le Développement

A travers le monde, on compte près de 800 millions d'adultes illettrés, dont 64% sont des femmes.¹ Il est communément admis que l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes améliorent le développement social et humain et aident à la réalisation de tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pourtant, l'éradication de l'analphabétisme des adultes ou l'organisation d'une éducation de base pour les adultes et les jeunes non scolarisés ne sont même pas abordés par les OMD. L'Objectif pour l'éducation (OMD2) se concentre sur l'enseignement primaire pour tous. L'Objectif pour l'égalité des genres (OMD3) vise la parité entre les genres dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur mais délaisse la question de l'éducation de base des adultes. Il faut rapidement étendre le champ d'action de ces deux OMD afin qu'ils prennent en compte l'éducation de base des adultes.

L'alphabétisation et l'émancipation des femmes

Les sociétés sont devenues de plus en plus dépendantes de l'écrit, et les personnes illettrées figurent parmi les plus pauvres et les moins puissantes du monde. Les groupes et les individus marginalisés reçoivent peu ou pas d'éducation. Les femmes et les filles pauvres sont particulièrement touchées par cette situation en raison des formes de discrimination et d'injustice dont elles sont victimes.

Il existe une relation étroite entre alphabétisation, pouvoir et émancipation. Les objectifs de l'éducation de base des adultes et de l'alphabétisation ont été exprimés par un consensus universel de grande envergure cherchant à « permettre à la population et aux communautés de prendre le contrôle de leur destin et de leur société... ».²

Programme national d'alphabétisation, Ouganda

Une évaluation du Programme national d'alphabétisation en Ouganda a montré que l'émancipation ou l'augmentation de la confiance en soi des étudiants étaient peut-être les plus frappants des résultats positifs observés. Une femme a résumé la situation en racontant qu'avant d'apprendre à lire et à écrire, « Je parlais en plaçant mes mains devant ma bouche, sans lever les yeux, mais à présent, je me sens forte et libre de m'exprimer ».³

Il est possible d'apprendre à lire et à écrire auprès de nombreux agents éducatifs qui jouissent de fonds en provenance de différentes sources. Ils utilisent des approches variées et multiples : de l'apprentissage d'aptitudes et de connaissances spécifiques dans des buts précis (par exemple, l'alphabétisation liée à des projets générateurs de revenus) à la facilitation de l'apprentissage visant à

réaliser des changements émancipateurs et sociaux de plus grande portée. En d'autres termes, l'éducation de base des adultes et l'alphabétisation ne se limitent pas nécessairement à l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux adultes. Bien que toutes les méthodes d'alphabétisation ne soient pas aussi émancipatrices, et les femmes rapportent parfois que les cours d'alphabétisation sont bien loin de l'être, elle a bel et bien le potentiel de *transformer* la vie des personnes pauvres. Cette transformation peut fortement mettre en cause l'inégalité entre les genres :

- Grâce au processus d'enseignement lui-même, qui peut promouvoir le dialogue en soutenant et en encourageant les étudiants à débattre et à réfléchir sur leur condition et ses causes.
- En fournissant aux étudiants les aptitudes leur permettant d'obtenir des informations et de défendre leurs droits.

Bien que l'éducation de base des adultes et les programmes d'alphabétisation aient le potentiel d'émanciper femmes et filles, une évaluation de grande envergure des programmes d'alphabétisation montre que peu d'entre eux disposent d'objectifs ou de politiques explicitement orientés sur les questions de « genre ». Parmi ceux qui en ont, les objectifs liés au genre s'étendent de l'établissement de l'égalité d'accès aux programmes à la transformation de la vie des femmes en dehors de la salle de classe.

Selon des études menées dans un certain nombre d'environnements, pour transformer la vie des femmes pauvres grâce à une éducation de base et une alphabétisation des adultes respectueuses de l'égalité des genres, il faut que le contenu et les procédés utilisés se basent sur les expériences et les aspirations des étudiants, afin que ceux-ci se sentent concernés. Dans ce but, une formation pertinente et continue des enseignants est nécessaire.

Campagne d'alphabétisation totale, Inde

Depuis la fin des années 1980, l'ONG Bharat Gyan Vigyan Samiti (BGVS) a collaboré avec le Gouvernement indien pour mener la Campagne d'alphabétisation totale, dont le but était de mobiliser les femmes à l'alphabétisation. Un espoir et un optimisme nouveaux ont été apportés à des millions de femmes de toutes les classes grâce à cette campagne, qui utilisait des messages liant l'alphabétisation aux problèmes des moyens d'existence et aux questions de l'exploitation et de la discrimination des femmes. Cette campagne a fourni aux femmes une approbation sociale les autorisant à sortir de leur foyer et à participer aux activités organisées dans leurs villages. Aujourd'hui, BGVS travaille au développement d'un soutien institutionnel au niveau du village pour les femmes travaillant avec des groupes d'auto-assistance. Parmi les buts de ces groupes, on compte la volonté de s'intéresser aux activités destinées à l'émancipation des femmes, l'aide pour améliorer leurs aptitudes à lire et à écrire et, grâce à des systèmes de micro-crédit, l'amélioration de leur statut dans leur famille et la communauté.⁴

La réalité quotidienne des femmes

Les femmes analphabètes forment un groupe très hétérogène. La situation de chaque femme et son environnement quotidien influent sur ce qu'elle espère réaliser et changer par le biais de l'éducation. Des études de cas montrent que les méthodes participatives dans le développement du programme peuvent garantir que ces souhaits jouent un rôle central dans les programmes d'alphabétisation.

Des changements dans l'environnement extérieur – par exemple une politique macro-économique incluant une réduction des dépenses gouvernementales dans le secteur social à cause de la dette extérieure, ou une réduction des prix payés pour les récoltes produites par les femmes – peuvent avoir des conséquences directes sur la vie des femmes. Un changement soudain, par exemple lorsqu'un gouvernement adopte une politiques en matière d'égalité des genres ou en cas de chômage généralisé, peut entraîner des perceptions confuses de la répartition du travail entre hommes et femmes. Cela peut avoir des répercussions sur l'indépendance des femmes si, par exemple, ce changement crée des exigences nouvelles ou différentes en faveur de l'alphabétisation et d'un apprentissage organisé.

Vivre avec le VIH/SIDA est une réalité pour de plus en plus de femmes. On a découvert qu'il existe un lien entre le niveau d'éducation et la connaissance des comportements sûrs et des moyens de réduire l'infection. A travers le monde, les programmes éducatifs destinés aux jeunes intègrent la prévention contre le VIH/SIDA avec une cohérence croissante. Toutefois, dans l'éducation de base des adultes, l'apprentissage et les connaissances sont dispensés au compte-gouttes et sont dispersés. L'éducation de base des adultes doit fournir un soutien aux étudiants afin de les aider à envisager le VIH/SIDA dans une perspective à la fois individuelle et locale, et il faut soutenir les femmes dans leur combat pour négocier des rapports sexuels protégés.

La vulnérabilité des femmes et des filles face à la violence liée au genre les rend également plus vulnérables au VIH/SIDA. Les femmes et les filles dénoncent la violence qui s'exprime à travers les rapports sexuels forcés dans la sphère domestique et comme conséquence des conflits et de la guerre. Ces expériences peuvent profondément bouleverser leur confiance et leur façon de voir les choses, et donc leur capacité d'apprentissage. Les programmes d'éducation de base et d'alphabétisation des adultes doivent envisager les manières de soutenir leur apprentissage en leur permettant de réfléchir à leurs expériences.

VIH/SIDA, genre et éducation de base des adultes en Thaïlande

Le Programme d'éducation sur le SIDA de l'Université de Chiangmai travaille en collaboration avec l'Asian-South Pacific Bureau of Adult Basic Education (ASPBAE) au développement d'un ensemble d'outils participatifs destinés à sensibiliser la population aux problèmes liés au VIH/SIDA et au genre. Ces outils sont élaborés de façon à aider les hommes et les femmes à analyser les liens existant entre le genre (inégalités entre les genres), le développement (questions de pauvreté et d'immigration) et le VIH/SIDA. Ils comprennent des techniques pour analyser les valeurs des genres et choisir son conjoint : le travail des hommes et des femmes ; les comportements et les connections à risque parmi les groupes de la communauté ; les rôles et l'importance des genres dans le traitement et la prévention du VIH/SIDA, et les différences entre les genres dans le contrôle et l'accès aux ressources de prévention et de soins du VIH/SIDA.

La recherche et l'application de ces outils soulignent la nécessité de lier étroitement l'éducation de base des adultes et la sensibilisation au VIH/SIDA à d'autres sphères de l'éducation, de l'action sociale et des changements structurels. Elles suggèrent également la nécessité de former les jeunes hommes et femmes ainsi que les prestataires de services, les chefs de communauté et les leaders spirituels – tous gardiens du chemin menant à l'égalité des genres – à l'importance des différences entre les genres.⁵

De quoi a-t-on besoin ?

Pour que les programmes d'éducation de base des adultes soient respectueux de l'égalité des genres et reconnaissent l'impact local de la pauvreté, de la discrimination des femmes et du HIV/SIDA, il faut qu'ils soient étroitement associés à l'action sociale et aux changements structurels qui se concentrent sur les mesures d'allègement de la pauvreté tout en respectant leurs engagements en matière d'éducation.

Les personnes chargées de l'alphabétisation doivent recevoir un soutien et une formation quant à ces problématiques. Des liens doivent également être établis avec d'autres services d'aide. Il est nécessaire de former et d'augmenter le niveau de conscientisation des formateurs, des animateurs et des étudiants quant à l'augmentation de la vulnérabilité des femmes, particulièrement face au VIH/SIDA, résultant des préjugés largement répandus sur les genres. De plus, les responsables de l'alphabétisation doivent être capables d'aider les hommes comme les femmes à discuter des formes d'inégalités qui existent entre les genres.

Si l'on veut que l'éducation de base des adultes joue un rôle dans la transformation de la vie des étudiants, le personnel doit être formé aux pratiques participatives qui impliquent les hommes et les femmes afin de pouvoir aider les étudiants en développant un matériel adapté à la situation locale et disponible dans la langue des étudiants.

Il faut également s'attaquer au « court-termisme » qui est souvent omniprésent dans l'éducation de base et des programmes d'alphabétisation des adultes. Dans de nombreux cas, les formations sont dispensées pour une courte période (par ex. six mois), sans le suivi nécessaire à la consolidation de l'apprentissage et à la promotion de la lecture. Cela peut avoir un impact négatif sur les femmes, dont la mobilité restreinte peut les empêcher de trouver un autre cours ou dont les économies sont trop faibles pour acheter le matériel scolaire.

Il est nécessaire d'aborder les problèmes que causent l'actuel manque de formation des enseignants et des animateurs et la pénurie d'institutions dispensant une formation aux méthodes émancipatrices qui permettent d'assurer l'éducation de base des adultes. Il y a peu d'occasions ou de motivations pour le développement du personnel. Les bénévoles, souvent des femmes, sont mal rémunérés, malgré leur potentiel et leur engagement.

Le programme « Bolsa Escola » au Brésil cherche à émanciper les femmes et les mères

Le programme « Bolsa Escola » est bien connu pour son système consistant à fournir aux familles des aides au revenu à condition qu'elles assurent la scolarité de leurs enfants. Toutefois, le programme a un deuxième objectif, actuellement mis en oeuvre par Oxfam GB et l'ONG Missao Crianca grâce à des fonds de l'UE : il consiste à émanciper les femmes au sein de la famille. Le niveau d'éducation d'une mère, ses origines et son niveau de revenu sont autant de facteurs directement liés au niveau d'éducation des enfants au Brésil.

Le programme, intitulé « Combattre la pauvreté par l'éducation », dispense une éducation pour adulte aux mères et aux autres membres de leur famille, et motive les mères à participer directement aux réunions scolaires et aux conseils d'éducation locaux. Le potentiel pour la participation des femmes existe déjà dans certains contextes, mais il n'y a pas de réels encouragements visant à les impliquer. Dès lors, en chargeant les femmes de recevoir et répartir les bénéfices du programme, leur estime de soi reçoit un coup de fouet et leur influence sur les décisions prises au sein de la famille est augmentée. Mais uniquement leur confier les fonds de Bolsa Escola ne suffit pas : le programme les aide plutôt à devenir des agents du changement dans leur famille et communauté et à développer des aptitudes qui peuvent transformer leur vie.⁶

Les gouvernements négligent le secteur

Les gouvernements affirment que l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes sont en haut de leur liste de priorités, mais en réalité, ces domaines sont loin d'être une priorité pour la majorité d'entre eux. L'éducation de base des adultes reste insuffisamment financée et marginalisée au sein des ministères, ce qui explique le manque de cohérence et de coordination des programmes d'éducation de base des adultes. Il faut renverser la tendance suivie actuellement par les gouvernements qui est de

négliger ce secteur.

Quand ils existent, les programmes d'éducation de base et d'alphabétisation des adultes à long terme financés par les gouvernements sont souvent affaiblis par le « court-termisme » : il s'agit de programmes à court terme pour lesquels on n'a prévu ni budget ni plan de suivi. Les ONG et organisations de base (qui dépendent souvent de financements à court-terme) ont lancé des projets et des programmes visant à s'occuper de l'éducation des adultes, mais de manière inégale et sans réelle coordination.

Cela n'augure rien de bon pour le développement de politiques et pratiques respectueuses de l'égalité des genres plus sophistiquées. Afin d'assurer une éducation des adultes et des programmes d'alphabétisation respectueux de l'égalité des genres, les gouvernements doivent garantir que, plutôt que d'être rigides et consacrés par l'usage, les programmes sont sensibles aux variations de contexte, respectueux des différences, novateurs et réceptifs à une série de défis pour parvenir à l'égalité des genres. Les programmes d'alphabétisation doivent opérer au niveau local. Des services d'aide décentralisés sont le meilleur moyen d'y parvenir, mais ils ont besoin de ressources adéquates. Là où elles existent, les bonnes pratiques devraient être documentées et partagées.

Les gouvernements doivent rendre des comptes pour les engagements qu'ils ont formulés. La plupart des pays ont besoin d'une ligne de conduite basée sur des droits démocratiques pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes afin de clarifier l'engagement et le rôle de l'Etat. Si cette ligne de conduite existe sur papier, il faut faire pression pour en assurer l'application et soutenir la création de forums et de réseaux plus forts parmi les agents éducatifs pour parvenir à l'égalité des genres.

Le rôle de la société civile

Le principal défi que la société civile doit relever consiste à faire pression sur les gouvernements en plaidant, en militant et élaborant une approche globale favorable à l'équité des genres pour *toute* forme d'éducation. Pour y parvenir, elle devra envisager sous un même angle l'attention portée à l'éducation formelle des filles dont il est question dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'éducation de base des adultes ainsi que l'alphabétisation des femmes.

Les ONG doivent insister auprès des gouvernements sur le potentiel des approches participatives pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes, pour parvenir à l'égalité des genres et à des changements sociaux. Bien qu'ils veuillent promouvoir

l'alphabétisation en établissant des partenariats avec des ONG, il est possible que les gouvernements finissent par ne plus soutenir ces efforts, voire même s'y montrent hostiles, si la mobilisation pour l'alphabétisation conduit à une mobilisation sociale plus large en faveur des droits des femmes.

Ces mouvements doivent faire pression pour que les gouvernements déterminent un cadre politique basé sur les droits, et les gouvernements doivent assurer qu'une procédure existe pour y parvenir. Il faut donc établir un dialogue avec les gouvernements.

La société civile peut jouer un rôle très important dans l'établissement d'un profil pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes et pour assurer qu'elles respectent l'égalité des genres. Les ONG ont développé des collaborations, comme la Campagne mondiale pour l'éducation, afin de pousser les gouvernements à honorer leurs engagements. Les plaidoyers en faveur d'un changement des politiques publiques ont besoin de davantage de ressources afin que ces politiques s'attaquent au problème de l'exclusion liée au genre et promeuvent une éducation respectueuse de l'équité des genres.

L'éducation de base et l'alphabétisation des adultes sont importantes en elles-mêmes mais aussi pour des domaines tels que la santé, la gouvernance et l'émancipation des femmes au sens large. Un plaidoyer plus soutenu devrait aider à placer l'éducation de base des adultes à un niveau plus élevé sur l'échelle des priorités des mouvements de femmes et parmi les sujets de réflexion de la société civile.

Plaidoyer pour une justice à l'égard des genres dans l'éducation

En 1990, le REPEM (Réseau d'éducation populaire des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes) a lancé une campagne destinée à l'image des femmes dans les programmes éducatifs et dans les médias. Avec peu de soutien financier ou d'appui politique et dans un contexte de sexisme à tous les niveaux de l'éducation, cette campagne a tenté, d'influencer :

- l'existence d'une éducation de base des adultes ;
- les sommets et conférences des Nations Unies, particulièrement la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V) ;
- les mouvements sociaux (e.g. le Forum mondial social) et les mouvements des femmes pour lesquels l'éducation n'était pas une priorité.

Depuis lors, le REPEM s'est développé en un réseau fort capable de participer aux sessions préparatoires de chaque conférence des Nations Unies aux niveaux local, régional et mondial. Il prépare des dossiers, contrôle les activités en cours et surveille la mise en place des accords signés par les gouvernements et lors de conférences précédentes. La campagne lutte non seulement pour que les femmes soient physiquement présentes dans l'éducation de base des adultes, mais également pour surmonter leur exclusion pour des raisons autres que leur sexe : l'âge, la classe sociale, la race, l'origine ethnique, ou l'orientation sexuelle.⁷

Recommandations

Les gouvernements doivent donner la priorité à l'éducation des adultes et à l'égalité des genres en :

- Développant un cadre politique pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes faisant partie d'une politique d'éducation intégrée ;
- Travaillant étroitement avec les organisations de la société civile afin d'élaborer et de développer ce cadre et les politiques qui en découlent ;
- Attribuant prioritairement des ressources financières et humaines pour soutenir la mise en place d'une éducation de base et d'une alphabétisation des adultes de bonne qualité qui transforment les relations entre les genres ;
- Organisant des relations et des programmes avec les bailleurs qui accordent la priorité à l'éducation de base des adultes (par ex. SIDA, Agence suédoise de coopération internationale au développement) ; et en
- Développant les ressources humaines et les aptitudes, ainsi qu'un financement adéquat aux niveaux locaux du gouvernement (i.e. formation, développement du programme scolaire, recherche et documentation).

Les acteurs de la société civile doivent faire augmenter l'intérêt pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes et augmenter l'engagement des gouvernements en :

- Faisant pression pour obtenir des investissements dans l'éducation de base des adultes en argumentant qu'elle est indispensable à la réalisation de tous les OMD ;
- Faisant pression auprès des gouvernements et des bailleurs de fonds pour développer des stratégies visant à réaliser les engagements liés à l'éducation de base des adultes dans le Cadre d'action de Dakar pour l'Education pour tous ;
- Faisant pression pour réaliser le Cadre d'action de Pékin ;
- Développant des liens forts avec les mouvements des femmes et les organisations qui font campagne contre le VIH/SIDA et la pauvreté.

Les éducateurs pour adultes et les organisations de la société civile doivent développer des pratiques communes conduisant à une nouvelle conception des genres en élargissant le concept d'alphabétisation : au lieu de simplement apprendre aux gens à lire et à écrire, elles devraient leur enseigner les compétences pour participer aux actions sociales et à l'émancipation des femmes. Ils doivent militer en faveur d'une formation plus créative et participative des formateurs, en liant la recherche active aux besoins locaux en matière de genre et à la diversité des étudiants. Ils doivent également documenter les bonnes pratiques afin d'améliorer la compréhension de la manière dont l'alphabétisation est développée selon les actions et les contextes sociaux.

Notes

¹(Tous les dossiers des séminaires "Beyond Access" et la lettre d'information de *Equals* se trouvent sur www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess)

UNESCO (2005) 'Education pour tous – L'alphabétisation à vie' EPT Rapport de suivi mondial 2006'. Paris: UNESCO.

² Cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V), Déclaration 5, www.unesco.org/education/uie/confintea/documents.

³ A. Lind (2004) 'Reflections on Gender Equality and National Adult Basic Education', Beyond Access Séminaire n° 4.

⁴ K. Srivastava (2004) 'Community Mobilisation, Gender Equality, and Resource Mobilisation in Adult Basic Education', Beyond Access Séminaire n° 4.

⁵ U. Duongsaa (2004) 'Development, Gender, HIV/AIDS, and Adult Education', Beyond Access Séminaire n° 4.

⁶ L. Palazzo (2005) 'Bolsa Escola, Brazil: Enabling Enrolment and Empowerment'. *Equals* newsletter n°11.

⁷ C. Eccher (2004) 'Gender and Education: History of Some Struggles', Beyond Access Séminaire n° 4.

Photographie de couverture : Annie Bungeroth

© Oxfam GB, décembre 2005

Ce dossier est le produit du projet "Beyond Access". Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk.

Pour plus d'informations sur le projet "Beyond Access", rendez-vous sur : www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess

Si vous voulez formuler un commentaire à propos des sujets abordés dans ce numéro, envoyez un mail à : beyondaccess@oxfam.org.uk

Les autres dossiers de cette série se trouvent sur www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/gender_education.htm

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation pour le développement, d'aide et de campagne qui travaille en collaboration avec d'autres pour trouver des solutions durables contre la pauvreté et la souffrance à travers le monde. Oxfam GB est un membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél : +44.(0)1865.473727
E-mail : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk